



## Déclaration des représentants CGT

Réunion commune des CTPL et CTPD des Hautes Pyrénées

du 30 juin 2009

Messieurs les présidents du CTPL et du CTPD des Hautes Pyrénées,

Nous sommes réunis aujourd'hui dans le cadre de ce Comité Technique Paritaire extraordinaire à la demande de l'ensemble des organisations syndicales du département.

Vous n'êtes pas sans savoir en effet que depuis des mois, les personnels du département ont exprimé, sous différentes formes, à la fois leurs inquiétudes et leurs exigences aussi bien sur la question des salaires, des conditions de travail, de l'emploi, de la qualité du service rendu à l'utilisateur, des conditions de mise en place de la fusion DGI/DGCP, de leurs droits et garanties.

En juin 2008 déjà, la défense du statut général de la Fonction Publique était au cœur du mouvement de grève et de blocages de sites engagé par les agents afin d'exiger le retrait du projet de loi de mobilité des fonctionnaires.

Le 10 juin 2008 et après 5 jours de blocage, 85 % des agents du département étaient en grève.

En 2009, les 29 janvier et 19 mars, 80 % des agents étaient à nouveau mobilisés pour exiger d'autres réponses à la crise économique actuelle ainsi que le gel des suppressions d'emplois dans la Fonction Publique. Près de 90 % des personnels, tous grades confondus, ont également décidé de boycotter les désormais célèbres réunions organisées en avril/mai par la DGFIP pour vanter les soi-disant mérites de la fusion. Au final seules 45 personnes sur près de 500 agents que compte le département auront assisté aux opérations de communication directionnelles.

A l'évidence le vécu actuel des agents du trésor et des impôts, tous grades confondus, pèse davantage que les promesses d'avenir qui leur sont faites.

Ainsi en est-il de la fusion DGI/DGCP, ce faux nez de la Révision générale des Politiques Publiques, qui obéit à des choix politiques et sociétaux très éloignés de la volonté affichée d'un meilleur accueil des usagers et d'une amélioration de la qualité du service public, économique, fiscal et financier.

Le cœur de cible des réformes en cours reste en effet l'emploi public et le statut.

Ainsi, depuis 2005 ce sont 22 emplois qui ont été supprimés au trésor, le département se retrouvant pour la première fois en sous effectif par rapport à l'effectif théorique affiché par l'ORE en fin d'année 2009, Aux impôts ce sont 36 emplois qui ont été supprimés depuis 2005.

Dans notre département cette situation se traduit au quotidien par l'impossibilité à exercer correctement les missions de service public (voire les situations des trésoreries de Bagnères de Bigorre, Vielle Aure, Arreau, Castelnau etc...) et une pression accrue sur les agents synonyme de dégradation des conditions de travail.

A la DGFIP, on nous annonce d'ores et déjà 7000 suppressions d'emplois dans les trois ans à venir.

Dans la Fonction Publique d'Etat entre 2003 et 2010 l'application progressive du dogme obscurantiste de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite conduit à la destruction de 128 000 emplois publics dans tous les secteurs (34 000 postes de fonctionnaires en 2010).

Les suppressions d'emploi viennent ainsi alimenter la concentration des services et nourrir l'ambition d'une conception taylorienne de la division du travail avec front office et back office, ses indicateurs multiples et variés, sa soi-disant rentabilité dans les missions de service public et la volonté de faire de l'encadrement actuel des « managers opérationnels ».

Sur le statut, la fusion va de pair avec le projet de loi dit de mobilité des fonctionnaires dont l'ensemble des organisations syndicales demande le retrait et que le gouvernement a décidé de représenter au parlement en plein mois de juillet, fidèle à une vieille coutume scélérate qui a déjà vu imposer une réforme des retraites des salariés du privé en plein mois d'août.

Sur la question de la structuration du réseau on voit bien que dans la fusion la priorité est donnée aux grandes structures au détriment des postes de proximité. Les trésoreries en milieu rural sont directement visées et la mise en place du Guichet Fiscal Unique, faute de moyens, ne sera pas en mesure d'apporter le service fiscal dont l'utilisateur a besoin.

Les inquiétudes sont également grandes sur la capacité qu'auront les services des impôts des particuliers, des plus petits aux plus grands, à faire face à des missions aussi étendues dans le contexte de régression des moyens qui ne se dément pas.

Les agents ont également toutes les raisons d'être inquiets sur l'évolution des missions dites transversales ainsi que sur la gestion des carrières et des mutations (au rythme actuel des réductions d'effectif dans le réseau, le droit à mutation risque de devenir purement formel).

Sur la question salariale et malgré les auto satisfecit de M. Woerth, la perte de pouvoir d'achat du point d'indice depuis 2000 se chiffre bel et bien à 8 % et la GIPA n'y changera rien. Ce n'est pas la mise en place d'une prime au mérite et la nouvelle grille de catégorie B qui pourra répondre aux besoins urgents d'une revalorisation salariale.

Qui plus est, la modulation du traitement avec la prime PFR pourra réduire à néant à l'horizon 2012, pour de nombreux agents des impôts et du trésor, l'actuelle et mineure harmonisation indemnitaire DGI/DGCP.

Nous arrêterons là l'énumération des difficultés qui n'est malheureusement pas exhaustive.

Les agents des Hautes Pyrénées ne sont d'ailleurs pas dupes, et nous pourrions commenter à ce titre lors de notre réunion les résultats de l'enquête réalisée par les organisations syndicales et les préoccupations qui sont les leurs en matière de rémunérations, de formation professionnelle, de perspectives de carrière, et de conditions de travail.

Au demeurant, l'expression des agents des finances des Hautes Pyrénées est assez proche de celle de l'ensemble des fonctionnaires.

Ainsi, les résultats de l'enquête annuelle sur le moral des fonctionnaires réalisée pour Acteurs publics et Ineum Consulting indiquent que 79 % des fonctionnaires jugent que les réformes en cours ne vont pas vraiment ou pas du tout améliorer le service rendu aux usagers ( contre 65 % en 2007 ) et que 77 % ( contre 61 % en 2007 ) jugent qu'elles ne vont pas améliorer l'image du secteur public.

Nous avons déjà eu l'occasion de l'exprimer, la CGT ne partage pas le fond et la forme des choix qui sont actuellement réalisés à la DGFIP. Pour autant, elle n'a jamais été pour le statu quo concernant les missions, leurs périmètres et l'organisation du réseau.

Nos propositions d'Hôtel des finances et de maisons des Finances sont plus que jamais pertinentes pour la continuité du service public républicain, pour l'aménagement du territoire, pour le développement des missions.

Nous continuons d'affirmer qu'il est possible de décroisonner nos administrations, de réfléchir à une nouvelle présence territoriale, à construire des coopérations entre différentes administrations et renforcer les liens avec nos partenaires institutionnels.

Ces propositions s'appuient également sur le développement et la reconnaissance des qualifications des agents, sur l'amélioration des conditions de travail, sur l'égalité d'accès et de traitement des usagers et contribuables.

L'accueil conjoint, chacun dans ses compétences, et l'utilisation des nouvelles technologies peuvent permettre d'améliorer la qualité de nos services et la disponibilité de ceux-ci.

L'accueil commun, le front et le back office, la concentration sur des points d'entrée unique appelés SIP tournent le dos à cette opportunité.

Comme vous pouvez le constater, les sujets de préoccupation ne manquent pas et nous les aborderons de manière plus détaillée au cours de notre réunion.

Pour les agents des impôts et du trésor ce n'est pas d'être rassurés dont ils ont besoin, mais des réponses concrètes sur des revendications légitimes.

Pour la CGT, le développement et le renforcement de nos missions passent par un réel débat sur les moyens humains et budgétaires.

***Les représentants CGT au CTPL et CTPD des Hautes Pyrénées.***